

PROJET DE LA STATION DE PRODUCTION DU BÉTON BITUMINEUX À EL-TARF

La wilaya perd une centaine d'emplois

Citoyens anonymes, cadres universitaires et opérateurs économiques de la wilaya d'El-Tarf sont unanimes à regretter le fait que le projet de station de production d'enrobé (béton bitumineux) de dernière génération soit transféré vers la wilaya de Annaba au grand dam des entreprises locales versées dans la réfection des routes et travaux publics, mais surtout il s'agit d'une perte sèche de 30 emplois directs et plus de 70 autres indirects dans une région où le chômage est endémique.

Selon une source crédible de la direction de wilaya des travaux publics et au fait de cette affaire qui défraie la chronique localement, «le promoteur dudit projet, à savoir l'entreprise de l'opérateur Djeflal Hocine, a frappé à toutes les portes pour la concrétisation d'un investissement qui dépasse allégrement les 20 milliards de centimes pour la production d'une gamme de produits destinés aux travaux routiers, autoroutiers et aéroportuaires, en vain. Les vrais raisons de ce nœud sont à rechercher ailleurs». Et d'ajouter :

«Le promoteur a présenté toutes les garanties pour la protection de l'environnement (étude d'impact). C'est sur son propre terrain jouxtant la RN44 que l'investisseur a voulu implanter son projet. Malheureusement, les autorités locales ont opposé un refus catégorique incompréhensible au motif que que cet investissement se trouve dans le Parc national d'El-Kala alors qu'on oublie sciemment que pour utilité publique ledit parc est balafré sur des zones de très grande importance pour les biotopes par un tronçon de l'autoroute sur une distance de plus de 50 km, nonobstant les alertes récurrentes des associations locales.»

Il est judicieux de savoir que l'important programme destiné à l'aménagement des cités, l'amélioration urbaine et le grand projet de l'autoroute Est-Ouest nécessite ce genre d'investissement. «C'est une station importée d'Europe et est dotée des dernières techniques de pro-



Photos : DR

duction selon les normes de la Communauté européenne (CE). Sa capacité de production est de 80 tonnes par heure, soit 190 000 tonnes par an, en cycle discontinu.

Aussi est-elle dotée d'un système de dépoussiérage primaire et secondaire qui consiste à la fois en une batterie de cyclones et en un filtre à manche afin de permettre un taux d'émission de poussière très minime.

Ce qui est une première en Algérie et ce, pour la protection et la préservation de l'environnement immédiat», a affirmé notre source.

Cependant, ne voulant pas lâcher prise, et après avoir contacté les autorités

de la wilaya de Annaba, l'entreprise Djeflal Hocine a trouvé toutes les facilités et les bras ouverts pour la concrétisation, en fin de parcours, de l'investissement.

Ainsi, c'est au niveau de la commune d'El-Hadjar, à quelques encablures du complexe sidérurgique éponyme, que le projet est érigé sur une assiette foncière en mode location de plus d'un hectare appartenant à la direction des Domaines.

De fait cette commune vient une énième fois d'étoffer son tissu industriel si dense. Ainsi, les wilayas de Annaba et celle de Guelma ne souffriront plus du manque ou de la pénurie de ce maté-

riau indispensable entrant dans la réalisation de routes et par ricochet sa disponibilité est un nouveau gage pour le respect des délais impartis pour la réalisation de l'ensemble des programmes PCD et PSD ayant trait particulièrement aux voiries. Reste que les tribulations de cet opérateur connu sur la place publique à El-Tarf en tant que première entreprise créatrice d'emplois, et qui est de surcroît un des fils de la région, montrent clairement et indubitablement que l'acte d'investir n'est pas une sinécure ni une partie de plaisir, mais c'est plutôt le parcours du combattant.

Daoud Allam

11 familles squattent des logements sociaux à Ben-M'hidi

Les dernières pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'ensemble du territoire de la wilaya ont poussé 11 familles du village de Sidi-Kassi relevant de la commune de Ben-M'hidi à squatter, dimanche, des logements sociaux appartenant à l'OPGI.

«Nous avons frappé à toutes les portes, en vain. Nous subissons la mort dans l'âme notre triste et éreintant sort depuis des lustres. A chaque inondation, nos habitations de fortune sont quasiment submergées par les eaux à une hauteur d'un mètre. C'est un fait récurrent à chaque crue. Nous avons choisi cette ultime option faute d'alternative. Ces logements sont construits et inoccupés depuis plus de 5 ans. La commission de daïra n'a pas encore siégé pour établir la liste des bénéficiaires.

Nous avons, toujours, été exclus des différents programmes de relogement que se soit pour le type de logement social ou celui dit

rural. Nous habitons des baraques de fortune. C'est, en somme, de l'habitat précaire dont le gouvernement veut, coûte que coûte, éradiquer», ont-ils tenu à dire.

Par ailleurs, dans un souci d'accalmie et de raisonner les indus occupants, «la directrice de l'OPGI a entrepris des pourparlers avec les protestataires pour les faire revenir sur leur acte», a-t-on appris auprès de l'office.

Pour rappel, un fait similaire s'est produit dans la commune de Bouteldja, il y a deux semaines, où 42 unités de l'EPLF, transférés à la wilaya en tant que logements de fonction, ont été squattés. Quoi qu'il en soit l'activation du travail des commissions de daïra reste le seul remède pour lutter contre le phénomène de l'occupation illégale de logements et, par ricochet, permettre à des centaines de familles de vivre dignement.

D. A.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Les citoyens de Bir Aïssa bloquent la RN123

Voyant que le tronçon de l'autoroute Est-Ouest qui traverse leur village, situé à environ 24 km, direction sud-est du chef-lieu, coupe l'agglomération en deux parties, isolant ainsi une grande partie de leur espace de vie du cimetière et contraignant par conséquent les gens à franchir l'autoroute pour y accé-

der, les habitants de Bir-Aïssa, un petit douar d'environ 3 000 habitants (daïra de Ras-El-Oued), ont coupé la RN123, qui relie leur douar à Ras-El-Oued, obligeant par là même la société japonaise Coodjal, chargée des travaux de l'autoroute, d'arrêter momentanément son activité dans la région, ce qui a susci-

té l'intervention des pouvoirs publics dans l'intention de trouver une solution au problème. Reçus par le chef de l'exécutif, dans l'après-midi de mardi dernier, les représentants des protestataires ont revendiqué l'édification d'un pont qui leur permettrait d'accéder et à leurs exploitations agricoles et au cimetière.

D'autres ont demandé de dévier la RN64 afin de leur frayer un chemin vers les deux endroits cités sans passer par l'autoroute.

Pour l'instant, les négociations continuent en espérant que les uns et les autres parviennent à trouver un terrain d'entente.

Saâdène Ammara

SIDI-BEL-ABBÈS

123 personnes sous mandat de dépôt

La Sûreté de wilaya de Sidi-Bel-Abbès, qui a renforcé son dispositif de sécurité durant le mois de Ramadan, a effectué 2 660 opérations au niveau des points sensibles du chef-lieu de wilaya et contrôlé 5005 personnes.

Parmi elles, 73, qui étaient recherchées, ont été arrêtées, et présentées devant le procureur de la République et écrouées. Pour rappel, lors du mois de Ramadan 2008, 1 913 opérations ont été effectuées et sur 5 423 personnes ayant fait l'objet d'un examen de situation, 96 personnes recherchées ont été arrêtées.

Par ailleurs, toujours durant ce mois, la police a eu à traiter 257 affaires de droit commun et 235 d'entre elles ont connu un aboutissement. 270 personnes ont été inculpées et parmi elles 123 ont été placées sous mandat de dépôt pour coups et blessures volontaires, vols, détention de stupéfiants et escroquerie. On note une légère baisse des délits par rapport au mois de Ramadan 2008.

Par ailleurs, 15 kg de kif traité ont été saisis, 21 personnes arrêtées et 19 placées sous mandat de dépôt pour consommation et commercialisation de kif. En ce qui concerne la circulation automobile, on note 111 infractions, 22 véhicules mis en fourrière et 3 704 soumis au contrôle technique.

A. M.

ALTERCATION

À TÉBESSA

Un coup de poignard et un handicap à vie

Le jeune Ayadi Mizar, 15 printemps, ne se doutait pas en ce deuxième jour de l'Aïd qu'il allait être handicapé à vie.

En effet, suite à une altercation banale avec un garçon âgé de 16 ans, ce dernier s'empara d'un couteau dissimulé dans sa poche et porta trois coups à son antagoniste, deux au niveau du dos et des poumons, et le troisième en plein cœur.

Evacué au secteur sanitaire, une intervention chirurgicale a été effectuée pour arrêter l'hémorragie. Après 18 heures de coma profond, il reprit connaissance, mais selon des avis médicaux, il risque un handicap à vie. Identifié, le criminel est toujours en fuite, ses deux camarades arrêtés et l'enquête suit son cours.

A noter que la criminalité a depuis des mois pris des proportions alarmantes à Tébessa.

Saâdallah Djamel

TIZI-OUZOU

Un villageois blessé par balle à Frikat

Le dernier jour du mois de Ramadhan a failli être le dernier de la vie d'un citoyen du village Imzagharène, situé à deux kilomètres du chef-lieu de la commune de Frikat, dans la daïra de Draâ-El-Mizan.

En effet, ce villageois a été blessé par balle au niveau de l'épaule par son voisin. Selon les dires de quelques villageois d'Imzagharène, un différend sur un passage piéton commun serait la cause de ce coup de «poudre».

Evacué à temps à l'hôpital Krim-Belkacem de Draâ-El-Mizan, la victime a eu la vie sauve. Quant à l'auteur du coup de feu, il s'est rendu quelque temps après à la brigade de gendarmerie de la commune de Frikat.

Aït Moh O.